



ARRÊTÉ MUNICIPAL RELATIF À L'OUVERTURE DES COMMERCES DE DÉTAIL LE DIMANCHE

Direction Services à la Population
Affaires Civiques et Réglementation
Tél. 04 68 66 30 36
elections-inscriptions@mairie-perpignan.com

Le Maire de la Ville de Perpignan

VU la loi n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, dite loi Macron, et notamment le titre III relatif au développement de l'emploi, qui a introduit de nouvelles mesures concernant les dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche et en soirée ;

VU le code du travail et notamment les articles L 3132-26 à L 3132-27 et R 3132-21 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2122-27 à L 2122-29 ;

VU la délibération de la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole en date du 27 Octobre 2025 adoptant un avis conforme sur la liste des dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche proposées par Monsieur le Maire au titre de l'année 2026 ;

VU la délibération du Conseil Municipal de Perpignan en date du 13 novembre 2025 adoptant un avis favorable sur la liste des dérogations exceptionnelles à l'interdiction du travail le dimanche proposées par Monsieur le Maire au titre de l'année 2026 ;

VU l'arrêté du Maire en date du 9 Juillet 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Frédéric GUILLAUMON, Adjoint Délégué ;

VU les demandes des différents commerçants de la Ville de Perpignan ;

VU les avis des Syndicats Patronaux et Ouvriers intéressés consultés ;

Considérant la nécessité de répondre à une attente locale motivée par une consommation accrue en raison d'un agenda événementiel susceptible de déclencher de nombreux flux de clientèle locale ou touristique.

ARRÊTE

Article 1 : Seuls les commerces de détail de la Ville de Perpignan, alimentaires et non alimentaires, sont autorisés à exercer leurs activités les dimanches :

- 11 janvier 2026 ;
- 28 juin 2026 ;
- 5 juillet 2026 ;
- 9 août 2026 ;
- 6 septembre 2026 ;
- 18 octobre 2026 ;
- 22 et 29 novembre 2026 ;
- 6, 13, 20 et 27 décembre 2026.



Article 2 : Les concessionnaires automobiles de la ville de Perpignan ne sont pas autorisés à exercer leurs activités aux dates prévues à l'article précédent.

Article 3 : Les Syndicats Patronaux et Ouvriers intéressés devront obligatoirement informer les commerçants de l'existence du présent arrêté.

Article 4 : Le repos hebdomadaire devra être accordé aux salariés concernés conformément aux articles L 3132-26 et L 3132-27 du code du travail. Chaque salarié privé de repos dominical perçoit une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente, ainsi qu'un repos compensateur équivalent en temps. L'arrêté pris en application de l'article L 3132-26 détermine les conditions dans lesquelles ce repos est accordé, soit collectivement, soit par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos. Si le repos dominical est supprimé un dimanche précédant une fête légale, le repos compensateur est donné le jour de cette fête.

Article 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par procès-verbal et poursuivies conformément à la loi.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier situé 06, rue Pitot- 34063 Montpellier cedex 2, dans un délai de deux mois à compter de sa notification concernant le bénéficiaire et de sa publication concernant les tiers.

Article 7 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Perpignan, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Directeur Départemental de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes, Monsieur le Directeur Départemental du Travail de l'Emploi et Formation Professionnelle, Monsieur le Chef de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché en Mairie et transcrit sur le registre des arrêtés du Maire.

Fait à Perpignan, le 15 12 25

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué au Commerce,



Frédéric GUILLAUMON



ID Télétransmission : 066-216601369- 25 12 15-
25 SLARR 370 - AR -

Accusé reçu le : 16 DEC. 2025

Affiché le : 16 DEC. 2025